

Le Monde

A Montchanin, les revendications des patrons de PME ne sont pas en phase avec celles des « gilets jaunes »

Par Elise Barthet Publié le 22/01/2019

« *Est-ce qu'on peut demander au "gilet jaune" de sortir ?* » Après un moment d'hésitation, les rires fusent. Le pull moutarde en grosses mailles de Sylvie Boudot ne ressemble pas vraiment à une veste de la sécurité routière. Mais, comme celle qui le porte, les treize patrons invités à déjeuner, vendredi 18 janvier, à l'hôtel Kyriad de Montchanin (Saône-et-Loire), sont adhérents à la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME). Et leurs revendications ne sont pas tout à fait en phase avec les doléances portées par les manifestants du samedi.

« *Ils font chier tout le monde* », résume, entre le duo de cabillaud-saumon et la crème caramel, Thierry Buatois, dirigeant d'un bureau d'études industrielles. Son voisin de droite, le bijoutier Yves Toitot, opine. Les commerçants du département ont perdu « *jusqu'à 70 % de chiffre d'affaires certains week-ends* ». « *Nous, ça fait des années qu'on demande des simplifications administratives qui n'arrivent pas, ajoute-t-il. S'il faut qu'on crame des pneus, qu'on fasse brûler des palettes un peu partout, on devrait peut-être s'y mettre...* »

La discussion de ce midi, rappelle Damien-Marie Giraud, le secrétaire général de la CPME locale, est censée porter sur le grand débat national. « *Ce mouvement aura eu au moins un intérêt, esquisse-t-il : les têtes pensantes là-haut se rendent compte qu'elles ont besoin des remontées de ceux qui se lèvent le matin à 6 heures, du chef d'entreprise qui va travailler avec un cruciforme, une clé de 12, et qui sait ce que c'est que transpirer. On se plaint trop qu'on n'a pas la parole, profitez-en.* » « *Arrête de rigoler, ils nous prennent pour des cons !* », balaie Yves Toitot. « *Moins qu'avant...* », tranche, conciliant, Thierry Buatois.

« On est dans une dictature fonctionnaire »

La tablée a beau se trouver à un jet de pierre du rond-point Jeanne-Rose et d'une cahute des « gilets jaunes » dominée par deux drapeaux bleu-blanc-rouge, il n'y est pas question de référendum d'initiative citoyenne ni d'élection à la proportionnelle. En revanche, la pression fiscale est unanimement jugée « *trop importante* ». « *Assommante* », même. L'idée d'un impôt symbolique, dès le premier euro gagné, a été évoquée lors d'un débat similaire à Mâcon, une semaine plus tôt. Elle fait son chemin. « *Le prélèvement à la source est passé chez moi le 11 janvier, témoigne Thierry Buatois, dont l'entreprise emploie 130 salariés répartis entre la France et le Maghreb. J'ai été surpris du peu de gens qui payaient sur leur revenu. En comparaison, au Maroc, c'est un salaire, un impôt. Ils ne parlent jamais en brut.* »

« *Ça fait des années que le système fiscal est complètement incompréhensible* », embraye Christian Favre-Taylaz, notaire. « *On a des abattements pour les scaphandriers...* » Le débat, estime-t-il, ne devrait pas tant porter sur les coupes à faire dans les dépenses publiques que sur la qualité de celles-ci. « *Quand on appelle une administration, il faut vraiment viser juste : trop tôt le matin, ils ne sont pas arrivés ; trop tard le midi, ils sont déjà partis ; à 15 heures, c'est le café. Il faut mettre un vrai DRH à la tête de la fonction publique et faire bosser les gens normalement. On ne va pas rétablir l'esclavage, mais que les types qui sont payés 35 heures bossent 35 heures et pas 22 !* »

Cette défiance, Philippe Rouballay, gérant de Symbiose, une société spécialisée dans la viabilisation de sites temporaires, la partage. Lui déplore en sus que tant d'élus viennent des rangs de la fonction publique. Des gens qui ne sont pas « *issus du peuple qui génère de la richesse* ». « *Si seuls les militaires pouvaient être élus, on serait dans une dictature militaire. Là, on est dans une dictature fonctionnaire* », assène le patron.

Au fond, la plupart des convives regrette le Macron conquérant de la campagne et du début de mandat. « *Pour la première fois, on avait le sentiment d'un équilibre entre le pragmatisme économique et une vraie volonté sociale. Ça nous convenait bien à nous*, explique Marc Boudot, qui dirige avec son épouse l'entreprise qui commercialise des bornes musicales pour les maisons de retraite. « *Les "gilets jaunes", c'est pas de chance* ».

Elise Barthet (Montchanin (Saône-et-Loire), envoyée spéciale)